

Questions orales

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, personnellement je ne suis pas tellement au courant de cet accord, mais je vais me renseigner, comme le très honorable député m'y invite, et je lui donnerai alors une réponse qui j'espère sera satisfaisante.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, je ne voudrais pas rompre la parfaite idylle qui existe entre le parti libéral et le NPD, mais comme les bans n'ont pas encore été publiés, j'espère, pour le bien de la province de la Saskatchewan, que des mesures seront prises.

* * *

LES AÉROPORTS

PICKERING—LES EXPROPRIATIONS—COMPOSITION ET MANDAT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

M. John Harney (Scarborough-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports et se rapporte à une enquête annoncée sur l'expropriation prévue de terrains pour l'aéroport de Pickering. Le ministre dirait-il quel progrès on a accompli, s'il en est, en vue du choix du président et des membres de la commission d'enquête?

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, nous tentons de choisir dans une liste assez nombreuse de candidats possibles, et lorsque nous en serons arrivés à une décision quant aux candidats que nous proposerons, nous en discuterons avec la province d'Ontario.

[Traduction]

M. Harney: Monsieur l'Orateur, puis-je poser au ministre une autre question ayant trait surtout à la dernière partie de sa réponse? A-t-on établi le mandat du comité et le gouvernement de l'Ontario collabore-t-il en élargissant suffisamment la portée de l'enquête pour qu'y soient inclus tous les aspects de la planification qui intéressent la région?

[Français]

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, nous sommes à définir le mandat de cette Commission. J'espère que d'ici quelques jours nous pourrions le faire connaître au gouvernement de l'Ontario.

PICKERING—LE DÉBLOCAGE DES TERRAINS ADJACENTS

[Traduction]

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Puisque le ministre met en œuvre ses plans actuels, dirait-il à la Chambre s'il a fait savoir au gouvernement de l'Ontario lesquelles des 70,000 acres entourant l'emplacement prévu de l'aéroport qui ont été bloquées par le décret ministériel du 1^{er} mars 1972 imposé à la demande du ministre et à condition qu'il ne demeure pas en vigueur plus de quatre mois, pourraient être débloquées?

[M. Diefenbaker.]

[Français]

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Je crois, monsieur l'Orateur, que la partie du territoire qui a été expropriée et qui pourrait être remise aux intéressés a été définie dans le communiqué, et l'information a également été transmise au gouvernement de l'Ontario.

* * *

LES FINANCES

DEMANDE D'EXPLICATIONS AU SUJET DE LA CRISE MONÉTAIRE

[Traduction]

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Voudrait-il faire une déclaration à l'appel des motions, demain ou lundi, pour exposer les vues du gouvernement sur la présente crise monétaire internationale qui sévit actuellement, étant donné les attaques portées cette semaine contre le dollar et la rumeur selon laquelle les pays du Marché commun libéreraient leurs devises? Qu'advient-il du dollar canadien? Va-t-il suivre le dollar américain dans sa chute ou le laissera-t-on flotter plus haut?

M. Drury: Où est votre boule de cristal?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je remercie mon collègue de son appui. Je ne crois pas que la Chambre veuille m'entendre prédire l'avenir du dollar canadien, pour des raisons évidentes. Actuellement, le dollar canadien est stable et à peu près paritaire avec celui des États-Unis. Bien qu'il soit exact que le dollar américain subisse des pressions considérables sur les marchés européens, si la situation atteint l'étape décrite par le député je tiendrai bien entendu compte de sa proposition.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, pourrions-nous entendre une déclaration dans laquelle le ministre pourrait exposer toutes les circonstances qu'il jugerait utile de signaler à la Chambre qui pourrait alors les commenter et discuter aussi de la nature des valeurs américaines détenues par le Canada et de leur état de blocage, si je puis m'exprimer ainsi?

* * *

AFFAIRES INDIENNES

L'ÉLECTION DU CHEF DE LA BANDE N° 1 DE KAMLOOPS—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. F. Oberle (Prince George-Peace River): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. J'ai posé une question analogue en son absence il y a quelques semaines, mais je suis heureux de le voir de retour et en bonne santé. Son secrétaire parlementaire m'avait alors dit que les Indiens de Kamloops se trouvent fort bien. Je voudrais demander au ministre quelle tournure prend l'enquête à Kamloops, si la situation est satisfaisante là-bas, puisque les Indiens ont été privés de leur assistance sociale et ainsi de suite. Le ministre peut-il faire rapport à ce sujet?